

Charlotte RENOUPEZ (Équipes Populaires de Bruxelles) ◆

Logement en temps de confinement

La crise sanitaire que nous traversons actuellement ne fait qu'aggraver des inégalités déjà présentes dans notre société. En effet, nous ne sommes pas toutes et tous égaux. Face au virus, ni face à la quarantaine. Ce constat a été durement éprouvé tout au long du confinement avec nos militant.e.s et les personnes avec qui nous déployons notre travail d'éducation permanente sur Bruxelles.

Une quarantaine à deux vitesses

L'accès à un logement décent, abordable et adapté aux besoins de la famille est de plus en plus difficile, voire impossible, pour nombre de Bruxellois.e.s. Et cette situation s'aggrave d'année en année. Rappelons en effet qu'à Bruxelles, plus d'un tiers des ménages (plus de 400.000 personnes) vit sous le seuil de pauvreté. Étant donné que plus de 60 % des Bruxellois.e.s sont des locataires et qu'il.elle.s consacrent en moyenne entre 40 % et 60 % de leurs revenus au loyer¹, on peut s'imaginer à quel point c'est compliqué, pour une grande partie d'entre eux, de joindre les deux bouts. À ceci s'ajoute un nombre extrêmement bas de logements publics sociaux : seulement 8 % ! Plus de 44.000 familles sont sur liste d'attente : elles sont donc obligées de chercher du côté du privé, où les loyers ont augmenté de près de 20 % en plus de l'indexation fixée par la législation depuis 2004². Outre le prix du bien, la qualité laisse souvent à désirer. La réalité du mal-logement à Bruxelles peut se résumer ainsi : des logements surpeuplés, insalubres, trop chers, trop petits et peu confortables. Et cette réalité, c'est pour celles et ceux qui ont « la chance » d'avoir un logement : le dernier dénombrement de *La Strada* (Centre d'appui au secteur bruxellois d'aide aux sans-abri, aujourd'hui *Bruss'help*) effectué le 5 novembre 2018, a fait état de 4187 personnes sans-abri ou mal logées dans la capitale³. Dans ces conditions, c'est peu dire que nous ne vivons pas toutes et tous la quarantaine de la même manière. Quand pour certaines personnes, le confinement est synonyme de prendre du temps pour soi, jardiner et bricoler dans sa maison ; pour d'autres, c'est rester cloîtré.e entre quatre murs in-

festés de champignons. Pour ces personnes, sortir de son logement relève presque de la survie. Et pour toutes celles et ceux qui n'ont pas de « chez-soi », l'obligation de se confiner tient de l'absurdité.

C'est dans ce contexte que nous déployons traditionnellement nos actions d'éducation permanente. La défense du droit des locataires et, d'une manière plus générale, de l'accès à un logement décent et abordable pour toutes et tous est devenu par la force des choses un de nos chevaux de bataille. En effet, plusieurs de nos groupes sont composés de personnes mal ou non logées. C'est pourquoi nous avons répondu présent à l'appel de la *Coalition Européenne pour le droit au logement* de participer à l'organisation d'une mobilisation le 28 mars dernier.

Housing Action day : « Le logement pour les gens, pas pour le profit ! »

Depuis début 2020, un collectif d'associations et de militant.e.s s'est réuni sous le nom *Belgian Housing Action Day*⁴, avec comme objectif de mobiliser massivement pour la manifestation prévue le 28 mars et d'en faire un mouvement fort pour la défense du droit au logement. Le mot d'ordre : « **Le logement pour les gens, pas pour le profit !** ».

Aux Équipes Populaires de Bruxelles, nos groupes ont été impliqués dès le début de la mobilisation en diffusant nos revendications, en appelant à nous rejoindre dans l'espace public et au sein des logements sociaux où nous sommes présent.e.s, en préparant des calicots et des affiches et en imaginant des actions possibles le long du parcours... Vu le confinement, nous avons forcément dû nous adapter. La manifestation dans les rues étant postposée pour cause de Covid-19, le collectif *Belgian Housing Action Day* a décidé d'envahir massivement les seuls espaces publics encore « envahissables » : les réseaux sociaux et les médias. Le confinement a eu l'avantage de mettre en lumière ce que nous savions déjà : le logement, pourtant considéré comme droit fondamental, est source de problèmes pour nombre de Bruxellois et Bruxelloises (répercussions sur la santé physique et mentale, le

Revendications du *Belgian Housing Action Day*

Nous, une alliance nationale d'associations et de collectifs actifs dans la santé, la lutte contre la pauvreté, le droit à la ville et le droit au logement, exigeons :

1. Une baisse immédiate et un encadrement des loyers. Le logement n'est pas une marchandise.
2. La fin des expulsions et un logement pour toutes les personnes sans-abri. Des logements dignes, salubres, abordables et adaptés aux besoins des familles et des individus.
3. La fin des logements vides ! Nous voulons que les sanctions contre les propriétaires qui laissent leurs logements vides en attendant que la valeur de leur bien augmente soient réellement appliquées. La fin de la criminalisation des occupations et du squat ! Nous demandons l'abrogation de la loi anti-squat tout en réfutant l'idée que squatter constitue une solution structurelle. L'immobilisme politique doit cesser.
4. Une véritable gestion collective de nos logements et de nos lieux de vie, la reconnaissance de droits collectifs pour les locataires. Nous refusons que nos lieux de vie ne soient que le produit d'intérêts privés et de grands investisseurs.
5. La construction massive de logements sociaux et la rénovation du parc social vétuste. Nous voulons plus de terrains et de bâtiments publics. Nous appelons au développement de coopératives de locataires, et à la gestion collective de nos immeubles. Le logement est trop important pour être laissé aux mains du marché.
6. Un développement urbain et rural solidaire et écologique ! Un environnement de qualité, une isolation des bâtiments, une garantie d'accès à l'eau et à l'énergie pour toutes et tous.

Le logement est un droit fondamental, nous exigeons qu'il soit reconnu comme tel. Il devrait être considéré comme un des piliers de la Sécurité sociale au même titre que la santé et l'éducation. La marchandisation de nos lieux de vie nous prive de ce droit et nous sommes là pour le défendre.

suivi scolaire, l'argent disponible pour s'alimenter correctement, etc...). *Le Collectif* a suivi le mode d'action proposé par la coalition européenne, à savoir l'affichage de banderoles aux balcons et le collage d'affiches dans l'espace public. Les contributions ont été étonnamment nombreuses et variées, et nous ont donné de l'espoir pour les futures mobilisations post-confinement⁵. Par ailleurs, ce mode d'action alliant espace public numérique et espace public tout court a remis du réel, du tangible dans la mobilisation virtuelle, nécessaire pour maintenir la motivation des militant.e.s et donner l'impression d'avoir fait réellement quelque chose. En effet, lorsque tout est dématérialisé, rien ne semble vrai.

Dans la foulée, des groupes de locataires en colère se sont créés spontanément sur les réseaux sociaux, avec un besoin de se réunir, de partager ses difficultés, de s'informer sur les mesures prises par le gouvernement, de comprendre pourquoi on en est arrivé là... et de co-construire des actions pour changer les choses. Plusieurs initiatives collectives se sont aussi mises en place, notamment un groupe de soutien à une grève complète des loyers et le groupe « Action Logement Bruxelles » dont font partie les Équipes Populaires de Bruxelles.

Fracture numérique

Nombre de locataires en détresse ont été exclu.e.s de toutes ces initiatives et mobilisations, car pour y avoir accès, il faut être outillé correctement. En effet, la plupart de nos groupes sont composés de personnes souffrant de la fracture numérique⁶. Dans le contexte actuel, peu sont donc en capacité de participer aux mobilisations collectives, n'étant pas présent.e.s sur les réseaux sociaux. Elles et ils se retrouvent doublement à la marge des mobilisations, n'ayant pas accès au seul espace public encore accessible actuellement. Aujourd'hui, les seuls contacts possibles avec nos membres sont des appels téléphoniques, qui nous permettent notamment de prendre de leurs nouvelles mais surtout de conserver une trace de leur quotidien et d'avoir un suivi individuel de l'évolution de leur situation⁷. Par contre, les contacts étant individualisés, nous sommes dans l'impossibilité d'organiser des actions ou activités collectives et par là même de faire vivre la démarche éducation permanente. En effet, comment insuffler une démarche de critique et de co-construction des savoirs quand seules deux personnes interagissent ? Comment renforcer notre pouvoir d'agir dans le réel quand tout s'organise « dans le cloud » ?

Aux Équipes Populaires, la question de la fracture numérique est travaillée à l'échelle du mouvement depuis plusieurs années, notamment à travers la mise en place d'ateliers Histoires Digitales⁸. L'objectif du projet est de permettre l'acquisition d'un nouveau savoir-faire : la réalisation de courtes capsules vidéos qui racontent une expérience personnelle en intégrant des éléments d'analyse de la thématique choisie. Il nous paraît important à la fois de donner aux personnes plus vulnérables l'accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication. L'histoire digitale partagée avec d'autres peut aider ceux-ci à pousser plus loin leur analyse, en les questionnant, leur offrant une autre vision d'une situation. Avec ces ateliers, nous mêlons éducation à l'outil informatique et éducation permanente.



Après la quarantaine...

Au sortir du confinement, l'enjeu prioritaire sera d'articuler les initiatives nées pendant cette période (Action Logement Bruxelles⁹, le groupe de grève des loyers¹⁰, la mobilisation virtuelle du *Housing Action Day*) avec nos publics habituels et avec les actions collectives des groupes existants avant le confinement. Certain.e.s se sont lancé.e.s dans des actions de solidarité très concrètes (distribution de colis alimentaires notamment), mais la plupart restent encore très isolé.e.s et désemparé.e.s face à la transformation des rapports sociaux et de leur quotidien, et à l'aggravation de leur situation – qui était déjà précaire avant le confinement. De ce fait, la nature même de notre travail a évolué : d'une position de facilitateur.rice de la démarche « voir-juger-agir » et de soutien au processus collectif, nous passons à celle de soutien individuel et de recherche d'information et de solution pour nos membres. La dématérialisation des rapports sociaux rend toute mobilisation et tentative d'organisation collective compliquée et *de facto* en sont exclus les personnes déjà aux marges de nos sociétés. Pour les personnes sans-chez-soi, qui ont un accès encore plus difficile à l'information, la situation est d'autant plus catastrophique.

Lorsque l'espace public devient virtuel, que les mobilisations se font sur les réseaux sociaux et que leur organisation se passe en vidéo conférence, nous laissons derrière nous les personnes précarisées qui, hier, étaient au cœur de nos mouvements. Cela pose aussi la question du fonctionnement démocratique des mouvements, plateformes, collectifs : qui participe ? Qui décide ? Qui organise ? Aux Équipes Populaires, nous avons à cœur de mettre nos membres au centre de ce processus. Mais comment continuer à faire cela correctement quand ils et elles ne sont pas connecté.e.s ?

1. Chiffres tirés de « La crise du logement à Bruxelles », analyse du RBDH, 13 octobre 2019.
2. Observatoire des loyers, *Résultat de l'enquête 2018*.
3. Pour en savoir plus sur *La Strada* : www.lastrada.brussels/portail/fr/
4. Liste des signataires de l'appel : <http://www.housing-action-day.be/fr/signataires>
5. Voir la page Facebook « Belgian Housing Action Day » et le groupe du même nom.
6. Pour rappel, en Belgique près de 10 % de la population n'ont pas accès aux technologies numériques.
7. Voir l'article dans ce numéro de Pietro TOSI, « Les Confins, résistance au quotidien », pp. 9-11.
8. Pour en savoir plus et visionner des capsules vidéos réalisées lors de ces ateliers : www.equipespopulaires.be/outils-pedagogiques/les-histoires-digitales/sous-page-des-histoires-digitales/
9. Pour en savoir plus sur le Collectif : www.actionlogementbxl.org/
10. Pour en savoir plus sur le groupe : www.grevedesloyers.be